

# Conclusion

---

Les résultats de l'exercice de suivi et d'évaluation OCDE-OMC 2022 soulignent qu'il est nécessaire de renforcer l'Aide pour le commerce et de mieux cibler les financements. Ils confirment que la pandémie de COVID-19 a constitué un revers important pour l'intégration de nombreux pays en développement dans le commerce mondial et pour leurs perspectives de développement, notamment pour les pays les moins avancés (PMA).

Les conséquences de la pandémie continuent d'affecter les perspectives commerciales de nombreux pays en développement, souvent de manière imprévisible. Beaucoup de pays à faible revenu sont accablés par la dette et les pressions inflationnistes qui freinent les importations de produits essentiels. Ces pressions ont été exacerbées par la crise en Ukraine.

C'est dans ce contexte sombre que l'Initiative "Aide pour le commerce" cherche à remédier aux contraintes liées au commerce auxquelles sont confrontés les pays en développement et les PMA et à les aider à passer à une énergie propre et durable dans une économie sobre en carbone.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière bon nombre des difficultés que rencontraient les pays en développement et les PMA en matière de commerce et de développement. La promotion de la diversification des exportations, l'amélioration de la compétitivité internationale, le renforcement des capacités de production et la connexion aux chaînes de valeur mondiales restent des priorités de l'Aide pour le commerce pour les pays partenaires. Toutefois, les perspectives économiques mitigées ne facilitent pas la mise en œuvre de ces objectifs, en particulier lorsque les budgets d'aide des donateurs sont soumis à une pression financière.

Malgré la pandémie de COVID-19, le commerce reste une priorité de développement tant pour les pays partenaires que pour les donateurs, ce

qui souligne qu'il est nécessaire d'accroître l'Aide pour le commerce et de mieux cibler les financements. Le commerce fait partie intégrante du soutien au relèvement économique après la pandémie et de la croissance économique et du développement à moyen et long terme. La facilitation des échanges est par conséquent l'élément le plus souvent cité en tant que priorité dans l'Aide pour le commerce par tous les participants à l'exercice de suivi et d'évaluation 2022.

Cependant, la nature du commerce évolue, car la numérisation stimule la croissance du commerce électronique. La pandémie de COVID-19 a accéléré le développement de la connectivité numérique et la croissance du commerce électronique, donnant un coup d'accélérateur à la connectivité des pays en développement et des PMA. Toutefois, la



croissance rapide de la demande de connectivité et de services numériques a mis en évidence des lacunes en matière de connectivité de base, de couverture, d'accessibilité financière de la connexion et de niveaux de compétences techniques. La fracture numérique reste importante, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, et les femmes et les entreprises appartenant à des femmes sont particulièrement touchées, ce qui conduit à l'exclusion sociale et à une perte de possibilités commerciales.

L'exercice de suivi et d'évaluation 2022 révèle une prise de conscience croissante, tant parmi les pays partenaires que parmi les donateurs, des risques liés aux changements climatiques. Les stratégies de développement et de commerce des pays en développement font de plus en plus référence à l'environnement. Toutefois, la transition vers une croissance écologiquement durable (verte) en est encore à ses débuts.

Les engagements pris par les donateurs et les partenaires Sud-Sud en faveur de la transition vers une économie sobre en carbone

permettront d'accroître le financement de l'Aide pour le commerce en vue d'atténuer les effets du changement climatique et d'aligner l'aide publique au développement sur l'Accord de Paris sur les changements climatiques.

L'Aide pour le commerce jouera un rôle de plus en plus important pour aider les pays à lutter contre les effets du réchauffement de la planète.

Plus de financements sont disponibles, notamment sous la forme de partenariats public-privé. Néanmoins, il est encore largement possible d'accroître le financement de l'Aide pour le commerce en faveur de la connectivité numérique et du commerce électronique, y compris pour la numérisation de l'administration publique, des services, de l'économie et de l'industrie, et l'enseignement des compétences et des connaissances numériques.

L'Aide pour le commerce est un excellent outil pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes. Les initiatives de l'Aide pour le commerce s'améliorent en ce qui concerne la manière dont les programmes répondent aux nouveaux défis et surmontent les obstacles traditionnels auxquels les femmes sont confrontées. Pour optimiser l'efficacité des programmes d'Aide pour le commerce liés au genre, les femmes doivent jouer un rôle dans leur conception, leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation. Il est essentiel de mettre en avant les femmes à des postes de direction dans les secteurs public et privé afin de garantir que l'égalité des genres soit véritablement intégrée aux politiques et à la prise de décisions. L'égalité des genres peut également apporter d'autres avantages aux organisations, en contribuant à améliorer leurs résultats et leur productivité.

L'Aide pour le commerce peut renforcer l'accès des femmes aux débouchés commerciaux. Il est donc crucial de s'attaquer aux obstacles rencontrés par les femmes dans le commerce et de relever les nouveaux défis liés à la pandémie de COVID-19 et au changement climatique. Les programmes d'Aide pour le commerce liés au genre pourraient également associer l'évaluation de l'impact à des données ventilées par genre afin de mieux cerner leurs propres résultats.



Les marchandises destinées à l'exportation sont chargées sur le ferry de l'après-midi, île de Tanna (Vanuatu).

# Priorités futures en matière d'Aide pour le commerce

Sur la base de l'analyse des réponses au questionnaire de suivi et d'évaluation, les domaines et questions ci-après sont prioritaires pour l'Initiative Aide pour le commerce pour 2022 et les années à venir.



## Facilitation des échanges

La facilitation de la circulation des marchandises de part et d'autre des frontières est la priorité la plus fréquemment citée. L'Aide pour le commerce qui soutient la facilitation des échanges, notamment avec la dématérialisation des procédures douanières, la coordination de la gestion des frontières et l'amélioration de la transparence, est essentielle pour atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19 sur le commerce et les économies – un impact qui a lourdement frappé les MPME.



## Croissance durable

L'exercice de suivi et d'évaluation 2022 révèle une prise de conscience croissante des risques liés au changement climatique, les stratégies commerciales des pays en développement faisant de plus en plus référence aux questions environnementales. Toutefois, la transition vers une croissance écologiquement durable (verte), y compris une économie circulaire, en est encore à ses débuts. L'Initiative Aide pour le commerce peut jouer un rôle essentiel en aidant les pays en développement et les PMA à intégrer les questions environnementales dans leurs objectifs commerciaux et à poursuivre leur transition vers une économie sobre en carbone.



## Croissance sobre en carbone

Les engagements pris par les donateurs et les partenaires Sud-Sud en faveur de la transition vers une économie sobre en carbone permettent d'aligner l'aide publique au développement sur l'Accord de Paris sur les changements climatiques. L'Aide pour le commerce devra se focaliser davantage sur l'atténuation des effets du réchauffement climatique et l'adaptation à ces derniers.



## Autonomisation économique des femmes

L'Aide pour le commerce est un excellent outil pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes. Alors que les programmes d'Aide pour le commerce s'intéressent de plus en plus aux questions de genre, il reste encore beaucoup à faire pour s'attaquer aux obstacles que rencontrent les femmes pour ce qui est de participer au commerce international.



## Diversification des exportations

Les programmes d'Aide pour le commerce qui se concentrent sur l'amélioration de la diversification des exportations dans des secteurs spécifiques, tels que l'agriculture, sont particulièrement bénéfiques pour les pays en développement sans littoral et les PMA. Ces programmes devront se montrer plus soucieux des questions climatiques.



## Chaînes de valeur mondiales

Les chaînes de valeur mondiales sont un facteur essentiel de prospérité économique et de réduction de la pauvreté, mais elles ont été particulièrement touchées par la pandémie de COVID-19. Aider les pays en développement à participer aux chaînes de valeur mondiales est un élément clé de l'Aide pour le commerce.



## Commerce électronique

Les donateurs de l'Aide pour le commerce fournissent de plus en plus de financements pour les programmes liés à la connectivité numérique et au commerce électronique. La pandémie de COVID-19 a entraîné une augmentation sans précédent de la connectivité numérique et de la croissance du commerce électronique. L'Aide pour le commerce peut aider les pays en développement à intégrer la connectivité numérique et le commerce électronique dans leurs stratégies nationales de développement.



## Micro, petites et moyennes entreprises (MPME)

Les MPME représentent 95% de l'ensemble des entreprises. L'Aide pour le commerce peut jouer un rôle dans l'amélioration de la résilience économique des MPME et les aider à accéder aux marchés internationaux et à de nouveaux débouchés commerciaux.



## Dialogue entre le secteur public et le secteur privé

Le dialogue entre le secteur public et le secteur privé pour aider à financer la transition vers une économie sobre en carbone s'intensifie. Il s'agit d'un domaine dans lequel l'Aide pour le commerce peut jouer un rôle de catalyseur en



## Financement du développement

Plus de financements sont disponibles, notamment sous la forme de partenariats public-privé. Néanmoins, les donateurs et les partenaires Sud-Sud ont encore une marge importante pour ce qui est d'accroître le financement des partenariats public-privé. Le financement de l'action climatique est de plus en plus étroitement lié au financement de l'Aide pour le commerce, notamment dans le domaine des infrastructures pour l'énergie renouvelable.



## Programmes liés à l'égalité des genres

Les femmes doivent faire partie du processus de décision dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de l'Aide pour le commerce liés au genre.



## Données sur le commerce ventilées par genre

L'Aide pour le commerce peut renforcer l'accès des femmes aux possibilités offertes par le commerce. Il est crucial de remédier aux obstacles que rencontrent les femmes dans le commerce, notamment aux nouveaux défis liés à la pandémie de COVID-19. Les programmes d'Aide pour le commerce, qui fournissent des données ventilées par genre, permettent de mieux cerner les résultats des financements ciblés.

# Abbreviations

---

AFE	Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges
AfTIAS	Initiative Aide pour le commerce pour les États arabes
APD	aide publique au développement
BAsD	Banque asiatique de développement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BID	Banque interaméricaine de développement
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CIR	Cadre intégré renforcé
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
COP26	Vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
CVM	chaînes de valeur mondiales
FMI	Fonds monétaire international
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
IFF	International Finance Forum
MPME	micro, petites et moyennes entreprises
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
ONUUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PACER-Plus	Accord du Pacifique pour le renforcement des relations économiques Plus
PMA	Pays les moins avancés
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SFI	Société financière internationale
TIC	technologies de l'information et de la communication
TMEA	TradeMark East Africa
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UIT	Union internationale des télécommunications
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
ZLECAf	Zone de libre-échange continentale africaine

# Bibliographie

---

Agence internationale de l'énergie (AIE) (2021), *Net Zero by 2050: A Roadmap for the Global Energy Sector*, Paris : AIE.

Agence spatiale européenne (ESA) et Banque asiatique de développement (BAsD) (2017), *Earth Observation for a Transforming Asia and Pacific: A Portfolio of Twelve Earth Observation Projects Supporting Asian Development Bank Activities*.

Alliance for Affordable Internet et World Wide Web Foundation (2020), *From Luxury to Lifeline: Reducing the Cost of Mobile Devices to Reach Universal Internet Access*, World Wide Web Foundation.

Banque africaine de développement (BAfD) (2021), *Perspectives économiques en Afrique 2021 : de la résolution de la dette à la croissance : une feuille de route pour l'Afrique*, Abidjan : BAfD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2016a), *Vision for Gender Equality in Asia and the Pacific by 2030: Possible Future Directions for Asian Development Bank's Gender Work*, Manille : BAsD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2016b), "2016 Trade Finance Gaps, Growth, and Jobs Survey", *ABD Briefs no 64*, Manille : BAsD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2019a), *Aid for Trade in Asia and the Pacific: Promoting Economic Diversification and Empowerment*, Manille : BAsD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2021), *Asian Development Outlook 2021: Financing a Green and Inclusive Recovery*, Manille : BAsD.

Banque asiatique de développement (BAsD) (2022), *Fostering Regional Cooperation and Integration for Recovery and Resilience*, Manille : BAsD.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (2020a), *Green Economy Transition Approach 2021-2025*, Londres : BERD.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (2020b), *Sustainability Report 2020*, Londres : BERD.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) (2021), *Transition Report 2021-22: System Upgrade - Delivering the Digital Dividend*, Londres : BERD.

Banque interaméricaine de développement (BID) (2019), *Integration and Trade Sector Framework Document*, Washington : BID.

Banque interaméricaine de développement (BID) (2021a), *Vision 2025 - Reinvest in the Americas: A Decade of Opportunity*, Washington : BID.

Banque interaméricaine de développement (BID) (2021b), *Climate Change Action Plan*, Washington : BID.

Banque islamique de développement (BIsD) (2020), *2020-2025 Climate Change Action Plan*, Djedda : BIsD.

Banque mondiale (2017), *Women and Tourism: Designing for Inclusion*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2021a), *Plan d'action sur le changement climatique 2021-2025: Soutenir un développement vert, résilient et inclusif*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2021b), *Green Resilient, and Inclusive Development*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2021c), *World Development Report 2021: Data for Better Lives*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale (2022), *The Impact of the War in Ukraine on Global Trade and Investment*, Washington : Banque mondiale.

Banque mondiale et Organisation mondiale du commerce (OMC) (2022), *The Role of Trade in Developing Countries' Road to Recover: Joint Policy Note*.

Brenton, P. et Chemutai, V. (2021), *The Trade and Climate Change Nexus: The Urgency and Opportunities for Developing Countries*, Washington : Banque mondiale.

Brenton, P., Ferrantino, M. J. et Maliszewska, M. (2022), *Reshaping Global Value Chains in Light of COVID-19: Implications for Trade and Poverty Reduction in Developing Countries*, Washington : Banque mondiale.

Centre du commerce international (ITC) (2019), *Promoting SME Competitiveness in Botswana: A Bottom-up Approach to Economic Diversification*, Genève : ITC.

Centre du commerce international (ITC) (2021), *SME Competitiveness Outlook 2021: Empowering the Green Recovery*, Genève : UIT.

Centre du commerce international (ITC) (2022), *COVID-19: The Great Lockdown and Its Impact on Small Business*, Genève : UIT.

- Commission européenne (2019a), *Le pacte vert pour l'Europe*, document COM(2019) 640 final, Bruxelles : Commission européenne.
- Commission européenne (2019b), *La stratégie "Global Gateway"*, document JOIN(2021) 30 final, Bruxelles : Commission européenne.
- Commission européenne (2020a), *EU Gender Action Plan II: Annual Implementation Report 2019*, document SWD(2020) 299 final, Bruxelles : Commission européenne.
- Commission européenne (2020b), *Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne*, SWD(2020) 299 final, Bruxelles : Commission européenne.
- Commission européenne (2020c), *Objectives and Indicators to Frame the Implementation of the Gender Action Plan III (2021-25)*, document SWD(2020) 284 final, Bruxelles : Commission européenne.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2018), "Implementing a Survey on Exports of ICT-enabled Services", *UNCTAD Technical Notes on ICT for Development n° 11*, Genève : Nations Unies.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2021), "Impacts of the COVID-19 Pandemic on Trade in the Digital Economy", *UNCTAD Technical Notes on ICT for Development n° 19*, Genève : Nations Unies.
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) (2022), *E-commerce and Digital Economy Programme: Year in Review 2021*, Genève : Nations Unies.
- der Boghossian, A. (2019), "Women's Economic Empowerment: An Inherent Part of Aid for Trade", *WTO Staff Working Paper ERSD-2019-08*, Genève : OMC.
- Facebook (2021), *Global State of Small Business: Insights into Women-led and Minority-led Businesses in Early 2021*, Facebook.
- Fonds vert pour le climat (FVC) (2019), *Updated Gender Policy and Gender Action Plan 2020-2023*, GCF/B.24/15, Incheon : FVC.
- Gamberoni, E. et Guilherme Reis, J. (2011), "Gender-Informing Aid for Trade: Entry Points and Initial Lessons Learned from the World Bank", *Economic Premise* 62:1-4.
- Gentilini, U., et al. (2020), *Social Protection and Jobs Responses to COVID-19: A Real-Time Review of Country Measures*, Washington : Banque mondiale.
- Groupe AXA et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2015) *Face au changement climatique, quelle nouvelle donne pour les villes et les entreprises*, Paris et Genève : Groupe AXA et PNUE.
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2022), *Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change*, Cambridge University Press.
- Groupe international d'experts sur les ressources (IRP) (2019), *Global Resources Outlook 2019: Natural Resources for the Future We Want*, Paris : PNUE.
- GSM Association (GSMA) (2021a), *The State of Mobile Internet Connectivity 2021*, Londres : GSM Association.
- GSM Association (GSMA) (2021b), *Connected Women: The Mobile Gender Gap Report 2021*, Londres : GSM Association.
- Initiative africaine concertée sur la réforme budgétaire (CABRI) (2020), *Moniteur africain des mesures en finances publiques COVID-19*, Centurion : Secrétariat de CABRI.
- International Finance Forum (IFF) (2021), *Global Finance and Development Report 2021*, Beijing : IFF.
- Kim, K., Tayag, M.C., Beck, S. et Latoja, M.C. (2019), "2019 Trade Finance Gaps, Growth, and Jobs Survey", *ADB Briefs n° 113*, Manille : BASD.
- Korinek, J., Moisé, E., et Tange, J. (2021), "Trade and Gender: A Framework of Analysis", *OECD Trade Policy Paper n° 246*, Paris : Éditions OCDE.
- López González, J. et Sorescu, S. (2021), "Saisir les possibilités favorables aux échanges numériques", *Coopération pour le développement 2021: Pour une transformation numérique juste*, Paris : Éditions OCDE, 187-196.
- Lund, S., Manyika, J., Woetzel, J. et al. (2020), *Risk, Resilience and Rebalancing in Global Value Chains*, McKinsey Global Institute.
- Macquarie, R., Naran, B., Rosane, P., Solomon, M. et Wetherbee, C. (2020), *Updated View of the Global Landscape of Climate Finance 2019*, Londres : Climate Policy Initiative.
- Ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ) (2016), "Development Policy Action Plan on Gender Equality 2016-2020", BMZ Paper 03, Bonn : BMZ.
- Nations Unies (2015), *Transformer notre monde : le programme de développement durable à l'horizon 2030*, New York : Nations Unies.
- Nedopil Wang, C. (2022), *China Belt and Road Initiative (BRI) Investment Report 2021*, Shanghai : Green Finance and Development Center.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2020), *Public Procurement and Infrastructure Governance: Initial Policy Responses to the Coronavirus (COVID-19) Crisis*, Paris : Éditions OCDE.

- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2021a), *Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés : tendances agrégées mises à jour avec les données de 2019*, Paris : Éditions OCDE.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2021b), *Coopération pour le développement 2021: Pour une transformation numérique juste*, Paris : Éditions OCDE.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Centre de recherche et de formation pour les femmes arabes (CAWTAR) (2014), *Women in Public Life: Gender, Law and Policy in the Middle East and North Africa*, Paris : Éditions OCDE.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) (2016), *Guide OCDE-FAO pour des filières agricoles responsables* Paris : Éditions OCDE.
- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et Organisation mondiale du commerce (OMC) (2017), *Panorama de l'Aide pour le commerce 2017: Promouvoir le commerce, l'inclusion et la connectivité pour un développement durable*, Paris : Éditions OCDE.
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (2019), *Industrial Resource Efficiency Division and Circular Economy*, Vienne : ONUDI.
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (2020), *Rapport annuel 2019*, Vienne : ONUDI.
- Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) (2021), *Policy Assessment for the Economic Empowerment of Women in Green Industry: Synthesis Report of the Country Assessments in Cambodia, Peru, Senegal and South Africa*, Vienne : ONUDI.
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2021a), *Atténuer les goulets d'étranglement d'ordre commercial dans les pays en développement sans littoral*, Genève : OMC.
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2021b), *Rapport sur le commerce mondial 2021: Résilience économique et commerce*, Genève : OMC.
- Organisation mondiale du commerce (OMC) (2022), *Promouvoir les possibilités commerciales des pays les moins avancés: Progrès accomplis ces 10 dernières années et priorités actuelles*, Genève : OMC.
- Organisation mondiale du commerce (OMC) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2018), *Mettre le commerce au service de l'environnement, de la prospérité et de la résilience*, Genève : OMC.
- Organisation mondiale du tourisme (OMT) (2019), *Global Report on Women in Tourism: Second Edition*, Madrid : OMT.
- Organisation mondiale du tourisme (OMT) (2021), *The Economic Contribution of Tourism and the Impact of COVID-19*, Madrid : OMT.
- Organisation mondiale du tourisme (OMT) (2022), *World Tourism Barometer*, mai, Madrid : OMT.
- Ouedraogo, R. et Stenzel, D. (2021), "The Heavy Economic Toll of Gender based Violence: Evidence from Sub-Saharan Africa", *IMF Working Paper n° 277*, Washington : FMI.
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2020), *Implications of the COVID-19 Pandemic for Global Sustainable Finance: An Initial Framework for Response Strategies*, PNUE.
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2020), "Aid for Trade: A Vehicle to Green Trade and Build Climate Resilience" (*Issue Brief*, avril 2020).
- Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et Organisation mondiale du commerce (OMC) (2009), *Commerce et changement climatique*, Genève : OMC.
- Rotundi, V., Billari, F., Pesando, L. M. et Kashyap, R. (2020), *Digital Rural Gender Divide in Latin America and the Caribbean*, San José : Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture.
- Singh, S., Lepillez, K. et Banyan Global (2020), *Women's Economic Empowerment and Gender Equality in Trade Facilitation: The Role of Customs and Border Services*, USAID.
- Tyers, A. (2020), *USAID Gender Digital Divide: Desk Review Report*, Washington : Agence des États-Unis pour le développement international.
- Union européenne (2018), *The New European Consensus on Development: "Our World, Our Dignity, Our Future"*, Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne.
- Union internationale des télécommunications (UIT) (2019), *Turning Digital Technology Innovation into Climate Action*, Genève : UIT.
- Union internationale des télécommunications (UIT) (2021a), *Measuring Digital Development: Facts and Figures 2021*, Genève : UIT.
- Union internationale des télécommunications (UIT) (2021b), *The Economic Impact of Broadband and Digitization Through the COVID-19 Pandemic: Econometric Modelling*, Genève : UIT.
- Union internationale des télécommunications (UIT) (2022), "The Affordability of ICT Services 2021", *Policy Brief*, Genève : UIT.



## Crédits photo :

Photos de couverture (dans le sens des aiguilles d'une montre en commençant en haut à gauche) :

© Stephan Gladieu/Banque mondiale ;

© Seersa Abaza/IWMI ;

© Prashanth Vishwanathan/IWMI.

Page 2 : © Chhor Sokunthea/Banque mondiale.

Page 4 : © OMC/Jay Louvion.

Page 7 : © Irina Mosel/ODI.

Pages 13, 33, 165, 168 : © CIR/Simon Hess.

Pages 14, 15 : © Mokhammad Edliadi/CIFOR.

Pages 17, 67 : © BAsD.

Page 22 : © 2015 BAsD/Madiha Aijaz.

Page 28 : © TMEA.

Pages 29, 44 : © Ollivier Girard/CIFOR.

Page 30 : © Simone D. McCourtie/Banque mondiale.

Page 36 : © Banque mondiale/Henitsoa Rafalia.

Pages 39, 172, 173 : © CIR/José Carlos Alexandre.

Pages 40, 146 : © Stephan Gladieu/Banque mondiale.

Page 43 : © Terry Sunderland/CIFOR.

Page 45 : © Stephan Bachenheimer/Banque mondiale.

Pages 48, 49 : © David Brazier/IWMI.

Page 51 : © Chandra Shekhar Karki/CIFOR.

Page 52 : © 2019 Al Benavente/BAsD.

Page 53 : © Neil Palmer/CIAT.

Page 54 : © OMC.

Page 57 : © Prashanth Vishwanathan/IWMI.

Pages 65, 81 : © Gerhard Joren/BAsD.

Page 68 : © Maria Fleischmann/Banque mondiale.

Página 74 : © Luis Enrique Ascui/BAsD.

Page 76 : © Marlon del Aguila Guerrero/CIFOR.

Page 87 : © Dominic Chavez/Banco Mundial.

Page 88 : © Nugroho Nurdikiawan Sunjoyo/Banque mondiale.

Page 89 : © Murdani Usman/CIFOR.

Pages 90, 91, 128 : © Tom Perry/Banque mondiale.

Page 94 : © Vincent Tremeau/Banque mondiale.

Page 95 : © M.A. Puspha Kumara/BAsD.

Page 96 : © Banque mondiale/Henitsoa Rafalia.

Page 100 : © C. De Bode/CGIAR.

Page 101 : © Jonathan Ernst/Banque mondiale.

Page 105 : © BERD/Nina Tsintsadze.

Page 108 : © UIT/Trans.Lieu.

Pages 110, 142 : © Charlotte Kesl/Banque mondiale.

Page 113 : © James Anderson/WRI.

Page 115 : © Visual News Associates/Banque mondiale.

Page 122 : © ESA.

Page 124 : © Aaron Minnick/WRI.

Pages 133 : © UIT/D.Woldu.

Pages 136, 137 : © Hamish John Appleby/IWMI.

Page 139 : © Axel Fassio/CIFOR/CIRAF.

Page 141 : © Chor Sokunthea/BAsD.

Page 145 : © FAO/Liana John.

Page 148 : © Rob Beechey/TMEA.

Page 150 : © Ollivier Girard/CIR.

Page 158 : © Aris Sanjaya/CIFOR.

Page 167 : © CIR.

Organisation mondiale du commerce  
Rue de Lausanne 154  
CH-1211 Genève 21  
Suisse  
Tél. : +41 (0)22 739 51 11  
Adresse électronique :  
publications@wto.org  
www.wto.org

Librairie en ligne de l'OMC  
<http://onlinebookshop.wto.org>

© Organisation mondiale du commerce 2022

ISBN (version imprimée) : 978-92-870-7331-0  
ISBN (version électronique) : 978-92-870-7332-7

Rapport conçu par Triptik.

Imprimé par l'Organisation mondiale du commerce.

**L'Aide pour le commerce vise à permettre aux pays en développement, et en particulier aux pays les moins avancés (PMA), d'utiliser le commerce comme moyen de promouvoir la croissance économique, le développement durable et la réduction de la pauvreté. Elle favorise l'intégration des pays en développement, en particulier les PMA, dans le système commercial multilatéral et vise à stimuler le soutien pour renforcer les capacités du côté de l'offre et l'infrastructure liée au commerce dans ces pays afin d'améliorer les résultats commerciaux.**

**Cette publication s'appuie sur les réponses au questionnaire fournies par les personnes interrogées dans le cadre de l'exercice 2022 de suivi et d'évaluation de l'Aide pour le commerce de l'OCDE et de l'OMC, qui sert de base à l'Examen global de l'Aide pour le commerce 2022 de l'OMC.**

**Elle présente une analyse des réponses au questionnaire de suivi et d'évaluation et détaille les domaines et questions prioritaires pour l'Initiative Aide pour le commerce pour 2022 et les années à venir.**